



Scannez pour consulter le magazine en ligne



Scannez pour accéder au Portail d'Informations et de promotion de l'économie de Côte d'Ivoire

Le magazine de la Direction Générale de l'Économie

GRATUIT - NUMÉRO 001 - TRIMESTRIEL - 1^{ER} TRIMESTRE 2026

Inflation négative dans l'UEMOA en 2025

Un épisode conjoncturel dans une économie en croissance



DÉCRYPTAGE

**Guerre au Moyen-Orient :
Quels risques pour
l'économie ivoirienne ?**



LES SIGNAUX DE L'ÉCONOMIE

**Résilience de l'économie ivoirienne
dans un contexte international
incertain**



INSTITUTION

**La Direction Générale de
l'Économie au cœur du pilotage
économique national**

Directeur de publication
SANSAN HIEN

Rédacteur en chef
AHOULOU Obrou Melain

Comité éditorial
DJAHA Kan Valéry
ONoyo Nadège Vagba épouse OULOZIBO
YAO Blé Jean Pierre
KOFFI Siméon
KOUADIO Konan Séraphin
GUILLAUME Omer Manlan
KONE Pichio
N'KOKOAVIE Kouakou Arthur Sekou

Coordonnateur de la production
ZADI Zogbolou Koffi Ange

Secrétaire de rédaction
ANOH Kouao Stéphane

Rédacteurs
KOUAKOU Kouamé Pierre
ZADI Zogbolou Koffi Ange
ANOH Kouao Stéphane
BROH Guy Joel

Infographes/ Photographes
KOUAKOU Yao Stéphane Marius
KOUASSI Quoicou Colloud Ephrem
MINNAIN Sémahé Roland Ghislain
SOKOURI Stéphane Wilfried Bohui

Correcteurs
BAMBA Massiata
BASSA Ahou Valerie
BROH Guy Joel

500 exemplaires

Contacts
dgecom@dge.gouv.ci
www.dge.gouv.ci
27 20 20 09 09/03

Situation géographique
Abidjan-Plateau, immeuble SCIAM 6^e étage

Adresse postale
BP V163 Abidjan



SOMMAIRE

L'Éditorial

- ✦ Inflation négative dans l'UEMOA : quelle interprétation ? 05

La Lucarne

- ✦ Pilotage de l'économie ivoirienne : le rôle stratégique de la Direction Générale de l'Économie (DGE) 07

Les Signaux de l'Économie

- ✦ Matières premières, BTP, budget, emploi, commerce... : résilience de l'économie ivoirienne dans un contexte international incertain 10
- ✦ Indicateurs macroéconomiques 13

Le Dossier

- ✦ Inflation négative dans l'UEMOA en 2025 : un épisode conjoncturel dans une économie en croissance 14

L'Actualité de la DGE

- ✦ Redevabilité et participation citoyenne au Trésor Public : le Ministre Adama COULIBALY engage la réflexion 18
- ✦ Journée de diffusion des comptes extérieurs de la Côte d'Ivoire de l'exercice 2024 : le Ministre Adama COULIBALY se félicite des performances enregistrées 19
- ✦ Changement climatique : la Direction Générale de l'Économie renforce les capacités d'experts ivoiriens sur l'outil CLIMADA 20
- ✦ Système de Management de la Qualité : la Direction Générale de l'Économie conserve sa certification ISO 9001 version 2015 21

Le Décryptage

- ✦ Guerre au Moyen-orient : quels risques pour l'économie ivoirienne? 22

Les Échos

- ✦ Pays propices à l'innovation : la Côte d'Ivoire dans le Top 10 africain, devant l'Égypte et le Nigeria 24
- ✦ En Afrique, 33% des terres menacées par la striure brune du manioc 24
- ✦ Côte d'Ivoire : le belge SEA invest modernise le terminal minéralier d'Abidjan 24

L'Espace Socio-culturel

- ✦ Journée internationale des droits de la femme 2026 : M. SANSAN HIEN rend hommage aux femmes de la Direction Générale de l'Économie 25
- ✦ Lutte contre le cancer de la prostate : la Direction Générale de l'Économie intensifie la prévention par la sensibilisation et le dépistage 26

Inflation négative dans l'UEMOA

Quelle interprétation ?



L'année 2025 restera marquée par une évolution singulière de la dynamique des prix au sein de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine. Après plusieurs années de tensions inflationnistes provoquées par des chocs internationaux majeurs, notamment la pandémie

de COVID-19 et les perturbations économiques consécutives à l'invasion russe de l'Ukraine en 2022, l'Union a enregistré, à partir du second semestre 2025, une inflexion inattendue de la tendance des prix.

" Dans ce contexte, l'enjeu principal ne réside pas tant dans la baisse ponctuelle des prix que dans le risque que celle-ci s'installe et se prolonge, pesant ainsi sur les décisions d'investissement et les anticipations des agents économiques. "

Cette évolution s'est traduite par l'apparition d'un épisode d'inflation négative dans plusieurs économies de l'Union. Si la déflation est généralement perçue comme un signal préoccupant dans de nombreuses économies, l'analyse de la situation dans l'Union révèle une configuration plus nuancée. En effet, cette baisse des prix intervient dans un contexte de croissance économique soutenue et de relative dynamique du crédit à l'économie.

Plusieurs facteurs expliquent cette évolution. L'amélioration de la production agricole régionale, la détente des prix internationaux de certaines matières premières ainsi que les évolutions favorables du taux de change, ont contribué à modérer les pressions inflationnistes. Ces éléments ont favorisé un ralentissement rapide de l'inflation, puis l'apparition d'un épisode de déflation essentiellement conjoncturel.

Dans ce contexte, l'enjeu principal ne réside pas tant dans la baisse ponctuelle des prix que dans le risque que celle-ci s'installe et se prolonge, pesant ainsi sur les décisions d'investissement et les anticipations des agents économiques. Il s'agit avant tout de préserver un équilibre durable : éviter qu'un recul temporaire des prix ne s'installe dans une dynamique déflationniste persistante, tout en maintenant les conditions favorables à la croissance et à la stabilité macroéconomique.

Dans cette perspective, la stabilité des prix demeure au cœur de la politique monétaire conduite par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest, dont l'objectif est de maintenir l'inflation dans une fourchette comprise entre 1% et 3% au sein de l'Union.

Le dossier de ce premier numéro de "*Les Infos de l'Économie*" est consacré à l'analyse de l'épisode d'inflation observé en 2025 dans l'Union. Cette étude examine ses déterminants, ses implications macroéconomiques et les perspectives qu'elle ouvre pour les politiques économiques régionales.

Au-delà de ce dossier central, cette édition propose également plusieurs analyses consacrées à l'environnement économique international et à ses répercussions sur l'économie nationale, notamment les effets des tensions géopolitiques au Moyen-Orient sur l'économie ivoirienne.

Bonne lecture !

SANSAN HIEN
Directeur Général de l'Économie



BUREAU
VERITAS

Bureau Veritas Certification

DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE

Plateau immeuble SCIAM 6^{ème} étage
Avenue marchand, BP. V163 Abidjan

Et les sites cités en annexe

Bureau Veritas Certification Holding SAS – UK Branch certifies that the Management System of the above organisation has been audited and found to be in accordance with the requirements of the management system standards detailed below

ISO 9001V2015

Périmètre de certification

**ELABORATION DES OUTILS DE PILOTAGE ET DES POLITIQUES ECONOMIQUES -
PRODUCTION ET DIFFUSION D'INFORMATION ET DE DONNEES ECONOMIQUES -
COOPERATION ECONOMIQUE REGIONALE INTERNATIONALE - SUIVI ET
EVALUATION DES POLITIQUES ET PERFORMANCES ECONOMIQUES - PROMOTION
ECONOMIQUE ET L'ENSEMBLE DES ACTIVITES DE LA DGE**

Date de la première certification : 07 Octobre 2021

Date d'expiration du cycle Précédent : 06 Octobre 2024

Date d'audit de renouvellement : 20 Septembre 2024

Date de début du cycle de renouvellement : 09 Janvier 2025

Sous réserve du fonctionnement continu et satisfaisant du système de management de l'organisme, ce certificat est valable jusqu'au: **06 Octobre 2028**

Certificat No. AFR 20250114 CIV Q DGE Version : 1 Date d'émission : 09 Janvier 2025

N° certificat précédent : AFR 21.00168 FR

Signé par BVC



0008

Adresse de l'organisme: 5th Floor, 66 Prescott Street, London E1 8HG, United Kingdom
Bureau local : Bureau Veritas Côte d'Ivoire, Plateau d'Abidjan, Boulevard Roume, Angle Rue Thomasset
Des précisions supplémentaires concernant le périmètre de certification de ce certificat et l'applicabilité des exigences relatives au système de gestion peuvent être obtenues en consultant l'organisation.
Pour vérifier la validité de ce certificat, veuillez appeler : 00225 27 20 31 25 00

PILOTAGE DE L'ÉCONOMIE IVOIRIENNE :

Le rôle stratégique de la Direction Générale de l'Économie (DGE)

A la tête de la Direction Générale de l'Économie (DGE), depuis février 2025, M. SANSAN HIEN, veut faire de cette administration, un pôle d'excellence en matière d'analyses et d'impulsion stratégiques de la politique économique pour une Côte d'Ivoire transformée.



Dans un contexte mondial marqué par les mutations économiques, les transitions énergétiques, la digitalisation et la concurrence accrue entre les nations pour attirer les investissements, la qualité du pilotage économique constitue un facteur déterminant de réussite. En Côte d'Ivoire, cette mission repose sur le Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget à travers la Direction Générale de l'Économie (DGE).

Véritable laboratoire d'idées, centre d'expertise et outil d'aide à la décision publique, « la DGE s'impose aujourd'hui comme l'une des forces de proposition de politiques économiques en vue de la transformation économique du pays. Son rôle dépasse largement la production de statistiques ou d'analyses conjoncturelles. Elle participe activement à la définition des orientations stratégiques de l'État, à l'évaluation des politiques publiques et à la promotion du potentiel économique ivoirien sur la scène internationale.

Une mission qui dure depuis un quart de siècle

Créée en mai 2001 dans le cadre de la modernisation de l'administration économique et financière ivoirienne, la Direction Générale de l'Économie est chargée, conformément au décret n° 2026-84 du 04 mars 2026 portant attribution des membres du Gouvernement, de la conduite des réflexions sur la

politique économique ; du suivi et de la préservation de l'activité économique ; du suivi de l'évolution économique nationale et internationale ; du suivi de l'exécution des programmes économiques et financiers conclus avec les institutions financières internationales ; de la gestion et du suivi du cadre macroéconomique ainsi que de la libéralisation de l'économie et des politiques de préservation de l'activité économique ; du suivi et de la gestion des dimensions économiques de l'intégration régionale et internationale et de la participation au développement de l'action économique extérieure et promotion des intérêts économiques de la Côte d'Ivoire dans le monde en liaison avec les Ministères concernés.

Six Directions Centrales et cinq Services Rattachés mobilisés

Depuis sa création, elle a connu plusieurs réformes visant à renforcer son efficacité et à adapter son organisation aux nouveaux défis économiques.

À cet effet, elle s'appuie sur six directions centrales spécialisées, à savoir : la Direction des Études et Recherches Économiques (DERE) ; la Direction des Prévisions et des Politiques Économiques (DPPE) ; la Direction des Actions de Développement Économique (DADE) ; la Direction des Affaires Économiques Régionales (DAFER) ; la Direction



des Relations Économiques Extérieures (DREEX) et la Direction des Bases de Données Économiques et Sociales (DBDES). Elle comprend également cinq Services Rattachés ainsi qu'un réseau de Services de Promotion Économique Extérieure (SPEE) chargés de porter la voix économique de la Côte d'Ivoire à l'international. Ces Services Rattachés sont : la Cellule Financière (CF) ; le Service de la Communication et de la Documentation (SCD) ; le Service des Ressources Humaines et de la Formation (SRHF) ; le Service de la Qualité et de la Normalisation (SQN) et le Service de Coordination Administrative (SCA).

À travers ses Directions Centrales et Services Rattachés, la DGE produit régulièrement des documents qui servent à la prise de décision ou à éclairer l'opinion publique. Il s'agit entre autres de : la Côte d'Ivoire en chiffres, le Point de conjoncture, le Cadrage macroéconomique, la Note de cadrage macroéconomique, le Rapport économique et financier (REF)...

Un acteur clé de la promotion économique et un partenaire de l'intégration régionale

Dans un environnement international où les capitaux sont de plus en plus mobiles, l'attractivité économique constitue un enjeu majeur. La DGE, en liaison avec d'autres structures de l'Etat, joue un rôle important dans l'amélioration du climat

des affaires, le suivi des investissements directs étrangers, l'analyse des indicateurs internationaux de compétitivité ainsi que l'accompagnement des réformes favorables au secteur privé. Elle contribue également à l'évaluation des politiques de développement local, à la formalisation de l'économie informelle et au suivi des dynamiques économiques régionales.

La Côte d'Ivoire étant l'une des locomotives économiques de l'Afrique de l'Ouest, la DGE participe activement aux travaux des organisations régionales et sous-régionales telles que l'UEMOA, la CEDEAO, l'OHADA ou encore le Conseil de l'Entente. Elle assure le suivi des critères de convergence économique, participe à la définition des positions nationales lors des rencontres régionales et contribue à la mise en œuvre des politiques d'intégration économique.

À l'heure où la Côte d'Ivoire ambitionne de devenir un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et un hub économique de référence en Afrique, la Direction Générale de l'Économie apparaît plus que jamais comme un maillon essentiel de cette transformation. Par son expertise, sa capacité d'anticipation et sa vision prospective, elle contribue à bâtir une économie plus résiliente, plus compétitive et plus inclusive.

DGE/SCD

M. SANSAN HIEN, l'ambition d'une DGE comme moteur de la transformation économique



Depuis février 2025, la Direction Générale de l'Économie est dirigée par M. Sansan HIEN, qui a engagé une vision nouvelle : « DGE, pôle d'analyses et d'impulsion stratégiques de la politique économique pour une Côte d'Ivoire transformée ». En d'autres termes, faire de la DGE un véritable centre de réflexion stratégique capable d'anticiper les mutations économiques, de proposer des solutions innovantes et d'accompagner

les décideurs publics dans leurs choix; d'où son slogan, à l'avenant, « *Éclairer la décision pour une économie moderne et performante* ».

Pour concrétiser cette vision, la DGE a élaboré un ambitieux Plan d'Actions Stratégiques (PAS) 2026-2030 articulé autour de quatre grands axes. Le premier vise à renforcer l'excellence dans le cadrage macroéconomique, les prévisions économiques et la formulation des politiques publiques. Le deuxième porte sur la transformation structurelle de l'économie ivoirienne à travers des analyses approfondies des secteurs stratégiques, de l'industrialisation, de l'économie verte, de l'économie bleue, de l'innovation technologique ou encore du développement durable. Le troisième axe concerne le rayonnement

économique international de la Côte d'Ivoire. Il prévoit notamment le renforcement des relations économiques extérieures et la promotion active du pays auprès des investisseurs étrangers. Enfin, le quatrième axe met l'accent sur la modernisation de l'administration économique grâce à la digitalisation, au management de la qualité, à la cybersécurité et au développement des compétences des agents. Le PAS comprend 62 actions et 222 activités destinées à renforcer durablement les capacités de l'institution. Ce PAS s'aligne sur le 4^e Plan National de Développement (PND) 2026-2030 qui se chiffre à près de 114 838,5 milliards de FCFA.

DGE/SCD



RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE

LA CÔTE D'IVOIRE EN CHIFFRES 2025



SCANNEZ POUR ACCÉDER AU DOCUMENT



L'économie ivoirienne a renoué avec de fortes performances de croissance économique ces quatre dernières années. En effet, le taux de croissance réel du PIB est ressorti à 7,1 % en 2021, 6,4 % en 2022, 6,5 % en 2023 (provisoire) et 6,0 % en 2024 (estimation), dans un contexte économique caractérisé par la récurrence des chocs extérieurs négatifs (crise entre la Russie et l'Ukraine, durcissement des conditions de prêts sur les marchés internationaux de capitaux, tensions géopolitiques, effets de la pandémie de Covid-19).

Ces performances attestent de la résilience de l'économie face aux chocs, qui s'est surtout matérialisée par un taux de croissance réel du PIB de 0,7 % en 2020, en pleine pandémie de Covid-19.

Ces résultats s'inscrivent dans la dynamique de mise en œuvre des plans nationaux de développement (PND 2012-2015, PND 2016-2020, PND 2021-2025), amorcée depuis 2012 avec de vastes chantiers de réformes dans les différents secteurs de l'activité économique, qui bénéficient de l'appui des partenaires techniques et financiers pour rendre l'économie ivoirienne attractive et compétitive.

La présente édition de l'ouvrage « La Côte d'Ivoire en Chiffres » présente les différentes réalisations dans ces secteurs de l'économie. Elle met l'accent sur les indicateurs macroéconomiques, l'agriculture, l'environnement et le développement durable, l'industrie et les BTP, les équipements et services et le développement social.

Elle se structure autour de six (06) parties, comme la précédente édition de 2016, mais avec des indicateurs nouveaux qui éclairent un peu plus les dynamiques sectorielles...



Matières premières, BTP, budget, emploi, commerce...

Résilience de l'économie ivoirienne dans un contexte international incertain



En 2025, la Côte d'Ivoire a enregistré un excédent commercial record.

Au niveau mondial, l'activité économique est restée résiliente en dépit des incertitudes géopolitiques persistantes, des tensions commerciales continues et d'un durcissement des politiques migratoires.

Dans ce contexte, le Fonds Monétaire International (FMI), dans la mise à jour des Perspectives de l'Économie Mondiale (PEM) publiée en avril 2026, a estimé la croissance du PIB réel mondial à +3,4% en 2025, après +3,3% en 2024. Elle est toutefois supérieure à la projection de janvier 2025 (+3,1%).

Au sein de la zone UEMOA, le PIB réel a affiché une augmentation de 6,7% après +6,2% en 2024. Cette dynamique repose sur l'excellente campagne agricole, l'expansion des industries extractives et le dynamisme du secteur manufacturier porté par les stratégies d'industrialisation.

Décélération de l'inflation au niveau mondial

L'inflation a connu une décélération au niveau mondial, imputable essentiellement à la réduction des perturbations de l'offre et à la baisse des prix de l'énergie. Elle s'est établie à +4,1% après +5,8% en 2024.

Dans la zone UEMOA, l'inflation a connu un ralentissement, passant de +3,5% en 2024 à +0,0% en 2025 bien en deçà de l'intervalle cible de 1% à 3% de la Banque Centrale.

Evolution des cours des principales matières premières favorable à l'économie ivoirienne

En 2025, l'évolution des **cours mondiaux des matières premières** a été globalement favorable à l'économie ivoirienne. L'indice moyen des cours internationaux des principales matières premières exportées a progressé de 4,5%. Parallèlement, les prix des produits-clés d'importation à savoir le pétrole brut (-17,7%), le blé (-12,9%) et le riz (-33,3%) ont connu une baisse, qui a permis de réduire substantiellement la facture des importations. Cette configuration a généré un excédent commercial record, contribuant à renforcer la position extérieure de la Côte d'Ivoire et les réserves de change de l'UEMOA.

Environnement économique national globalement favorable

L'activité nationale est demeurée globalement favorable, confirmant sa robustesse et sa résilience dans un contexte international marqué par la persistance des incertitudes. La solidité du cadre macroéconomique a été renforcée, avec une faible inflation et un déficit public ciblé à 3,0% du PIB, contribuant au renforcement de la crédibilité financière du pays.

Cette situation a favorisé un environnement propice au développement des affaires, comme en témoigne l'indicateur moyen du climat des affaires



La situation des finances publiques s'est traduite, à fin décembre 2025, par un excédent du recouvrement des recettes totales et dons.

qui ressort à 101,9 sur l'année, au-dessus de la moyenne (100), soutenu par la poursuite des réformes structurelles, la digitalisation de l'administration et les dispositifs ciblés d'appui à l'entrepreneuriat et à l'innovation. La mobilisation des ressources sur les marchés financiers est demeurée soutenue, tant au niveau régional qu'international, avec le recours à des instruments innovants, traduisant la confiance des investisseurs.

Dans ce contexte, les différentes évaluations avec le Fonds Monétaire International (FMI) du Programme Économique et Financier (PEF) 2023-2026, incluant le Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC), la Facilité Elargie de Crédit (FEC) et la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD) ont été jugées satisfaisantes.

Remarque : les réalisations sont comparées à celles de la même période de l'année précédente, sauf indication contraire.

Évolution mitigée des productions de l'agriculture d'exportation et bonne performance de l'agriculture vivrière

En 2025, le **secteur primaire** a enregistré une progression des productions vivrières tandis que l'agriculture d'exportation a évolué dans un contexte moins propice qu'en 2024.

Les productions de l'agriculture vivrière ont globalement bénéficié de conditions agronomiques et climatiques favorables, combinées aux appuis publics déployés dans le cadre de plusieurs programmes structurants.

S'agissant de l'agriculture d'exportation, elle est caractérisée par la contraction des productions de cacao fèves (-2,7%), de café (-62,2%), de coton graine (-4,1%), de régimes de palme (-7,1%) et de sucre (-13,0%). En revanche, les productions de noix de cajou (+64,0%), de banane dessert (+4,0%) et de caoutchouc naturel (+9,9%) ont progressé.

Consolidation de l'activité industrielle et dynamisme attendu du BTP

Dans le **secteur secondaire**, l'activité industrielle est demeurée robuste. En effet, en moyenne sur l'année 2025, l'Indice de Production Industrielle (IPI) s'est accru de 4,2% porté par la hausse de la production des « industries extractives » (+4,1%), des « industries manufacturières » (+4,0%), et des « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » (+5,8%).

Quant à l'activité du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP), elle devrait s'inscrire en hausse à fin décembre 2025 au regard de l'augmentation des importations en volume de clinker (+22,1%).

Dynamisme du secteur tertiaire tiré par le commerce, les transports et l'accélération de la transformation numérique

Le secteur tertiaire a enregistré une évolution favorable, confirmant son rôle important dans la croissance économique nationale. Cette performance s'est appuyée sur la forte expansion de l'activité commerciale (+16,4%), la montée en puissance des transports, notamment le maritime (+15,0%) et le routier (+8,6%), ainsi que sur l'accélération de la transformation numérique en relation avec la progression de 6,4% du chiffre d'affaires global des télécommunications.

Poursuite de la détente des prix à la consommation

L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) a poursuivi sa décélération affichant en moyenne annuelle, une progression de 0,1% en 2025 après +3,5% et +4,4% respectivement en 2024 et 2023. Cette atténuation de l'inflation provient de l'effet combiné de la hausse modérée des prix des produits comestibles (+1,1%) et de la baisse de ceux des produits non comestibles (-0,3%).

Par ailleurs, la détente des prix profite des mesures de politiques publiques prises dans le cadre de la lutte contre la vie chère et de l'amélioration de l'offre.

Évolution favorable du marché de l'emploi soutenue par le privé et des politiques publiques d'employabilité des jeunes

Sur le **marché de l'emploi** formel, le dynamisme s'est maintenu en 2025, grâce à la bonne tenue de l'activité économique nationale, à la poursuite de la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Emploi (PNE) 2021-2025 et du Programme Jeunesse du Gouvernement (PJGouv) ainsi que des différents programmes mis en œuvre par l'Agence Emploi Jeune (AEJ). Ainsi, sous l'impulsion du secteur privé, les créations brutes d'emplois ont progressé de 9,9%



à fin décembre 2025.

Déficit budgétaire en ligne avec les objectifs

La situation des **finances publiques** s'est traduite, à fin décembre 2025, par un excédent du recouvrement des recettes totales et dons qui sont ressortis à 9 868,9 milliards face à un objectif de 9 857,0 milliards retenus dans le cadre de la cinquième revue du Programme Economique et Financier (PEF) 2023-2026. Par rapport aux recettes recouvrées en 2024, les recettes totales et dons ont connu un accroissement de 1 205,4 milliards.

Quant aux dépenses totales et prêt nets, ils ont été exécutés à hauteur de 11 593,6 milliards contre un objectif fixé à 11 594,3 milliards. Ce montant résulte de l'effet conjugué des surconsommations sur les dépenses d'investissement (+20,2 milliards), les subventions & transferts (+45,5 milliards) et les intérêts dus sur la dette publique (+4,2 milliards), et des sous-consommations sur les dépenses de fonctionnement (-54,7 milliards), les prestations sociales (-36,5 milliards), ainsi que les dépenses de sécurité (-19,3 milliards).

Il se dégage de cette exécution à fin décembre 2025 un solde budgétaire déficitaire de 1 724,7 milliards contre un déficit budgétaire projeté à 1 737,3 milliards. Ce déficit a été financé par une levée de fonds sur les marchés sous-régional et international pour un montant total de 7 900,7 milliards. Par ailleurs, l'Etat a bénéficié de tirages sur les prêts projets et d'appuis budgétaires pour un montant total de 2 240,7 milliards (dont 899,7 milliards issus du Fonds Monétaire International).

Excédent commercial record

Au niveau du **commerce extérieur général**, la Côte d'Ivoire a franchi un cap historique, en enregistrant un excédent commercial sans précédent de 5 344,9 milliards de FCFA (+164,8%), attribuable à l'amélioration des termes de l'échange et au dynamisme des industries extractives. Ainsi les exportations se sont accrues de 33,4%, portées par les ventes de cacao (fèves et transformé), d'or brut, de pétrole brut, de caoutchouc naturel et de noix de cajou. En revanche, les importations ont augmenté seulement de 7,9% en raison de la baisse des prix de 11,0%. Ce résultat a permis d'atteindre un taux de couverture de 147,4% bien que la structure des exportations reste dépendante des matières premières.

Forte progression des actifs extérieurs nets et bonne orientation du financement bancaire de l'économie

La **masse monétaire** a connu une expansion de 23,8% à fin décembre 2025, résultant de la progression des créances sur l'économie (+13,3%), de la consolidation

des créances nettes sur l'Administration Centrale (+8,0%) et l'accroissement des actifs extérieurs nets (+54,8%).

Raffermissement de l'ensemble des indices de référence de la BRVM

Au niveau de la **Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM)**, l'indice BRVM composite a clôturé l'année 2025 avec une progression de 25,3%. Cette performance provient principalement de l'accroissement des indices des secteurs « industrie » (+119,2%), « agriculture » (+73,4%), « distribution » (+47,6%), « finances » (+45,9%) et « transport » (+12,9%).

En définitive, l'activité économique est demeurée vigoureuse sur l'ensemble de l'année 2025, en lien avec le dynamisme des activités des secteurs secondaire et tertiaire. Au niveau du secteur primaire, l'agriculture vivrière a enregistré une progression tandis que l'évolution de l'agriculture d'exportation est contrastée.

Les prix à la consommation sont restés contenus en dessous de l'intervalle cible de la norme communautaire, grâce à la baisse des cours du pétrole et au bon approvisionnement des marchés en produits vivriers induit par une amélioration de l'offre locale.

L'exécution budgétaire s'est soldée par un déficit budgétaire conforme aux objectifs, grâce à un bon niveau de recouvrement des recettes et des sous-consommations notamment sur les dépenses de fonctionnement et les dépenses de sécurité. Les marges de manœuvre dégagées ont contribué à renforcer les dépenses d'investissement. Le déficit a été financé notamment par les levées de fonds sur les marchés sous-régional et international.

L'évolution de la situation extérieure s'est traduite par l'atteinte d'un niveau d'excédent commercial historique. Ce niveau d'excédent combiné à la mobilisation des financements extérieurs a renforcé les actifs extérieurs nets de la Côte d'Ivoire.

La forte progression des actifs extérieurs nets et le financement adéquat de l'économie ont occasionné l'expansion de la masse monétaire dans un contexte de politique monétaire accommodante.

Ainsi, le taux de croissance du PIB réel pour l'année 2025, est prévu à +6,6% avec une inflation contenue à +0,1% et un déficit budgétaire ciblé à 3% du PIB.

DGE/DPPE



INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES

Indicateurs	2023	2024	2025 prov.
Taux de croissance (%)	6,6	6,0	6,6
Taux d'inflation (%)	4,4	3,5	0,1
Solde budgétaire (% du PIB)	-5,2	-4,0	-3,0
Taux d'endettement (% du PIB)	57,5	59,5	57,8
Recettes Fiscales recouvrées (milliards FCFA)	6 508,0	7 271,8	8 542,1
Pression fiscales (% PIB)	13,5	13,8	14,9
Nombre d'emplois créés	148 485 (+25,2)	119 255 (-19,6)	131 187 (+9,9)
Solde Commercial (milliards FCFA)	+ 66,1	+ 2 018,6	+ 5 344,9
Production cacao (tonnes)	1 822 440,7	1 890 774,9	1 840 311,5
Production pétrole (barils)	10 752 196	16 154 986	23 013 098
Production de pétrole (barils/jour)	29 458	44 260	63 050
Production d'or (Kg)	50 452,8	59 124	59 330,0
Production d'électricité (GWH)	13 157,0	13 733,6	14 532,8
Fret maritime (tonnes)	41 727 763,1	47 566 822,2	54 346 151,0
Nombre de passagers aérien	2 142 358	2 318 159	2 289 914
Indice du chiffre d'affaires du commerce (variation en %)	+4,3	+0,3	+ 16,4
Crédits à l'économie (milliards CFA)	11 405,7	12 716,9	14 411,8
Capitalisation boursière (milliards CFA)	18 269,2	20 611,0	24 781,3



Inflation négative dans l'UEMOA en 2025

Un épisode conjoncturel dans une économie en croissance



Ph. DR

L'évolution récente des prix dans l'Union reflète largement les conditions économiques internationales.

La période 2020-2025 a été marquée par plusieurs chocs exogènes ayant fortement influencé la dynamique des prix à l'échelle mondiale. La pandémie de COVID-19 puis l'invasion russe de l'Ukraine en 2022 ont provoqué des perturbations majeures des chaînes d'approvisionnement et une forte hausse des prix internationaux de l'énergie, des produits alimentaires et des intrants agricoles.

Dans l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), structurellement dépendante des importations alimentaires et énergétiques, ces tensions se sont traduites par une accélération marquée de l'inflation, qui a atteint 7,4% en 2022, un niveau inédit depuis plusieurs décennies.

Après ce pic inflationniste, la région a amorcé une phase rapide de désinflation à partir de 2024. Cette tendance s'est prolongée en 2025 jusqu'à déboucher sur une phase de déflation conjoncturelle : le taux d'inflation est devenu négatif au milieu de l'année, atteignant -1,4% en août 2025 avant de s'établir à -0,8% en décembre.

Ce retournement intervient toutefois dans un contexte macroéconomique dynamique, marqué

par une croissance économique estimée à 6,7%, une progression de la masse monétaire (+17,4%) et une hausse du crédit à l'économie (+7,1%). Cette configuration soulève des interrogations aussi bien de la dénomination de ce phénomène que de ses déterminants.

DU PIC INFLATIONNISTE DE 2022 À L'INFLATION NÉGATIVE DE 2025

L'évolution récente des prix dans l'Union reflète largement les conditions économiques internationales.

En 2022, la hausse des cours mondiaux de l'énergie, des denrées alimentaires et des matières premières s'est rapidement transmise aux économies de l'Union, fortement dépendantes des importations. Cette situation a entraîné une inflation moyenne de 7,4%, principalement sous l'effet de l'augmentation des prix alimentaires et énergétiques.

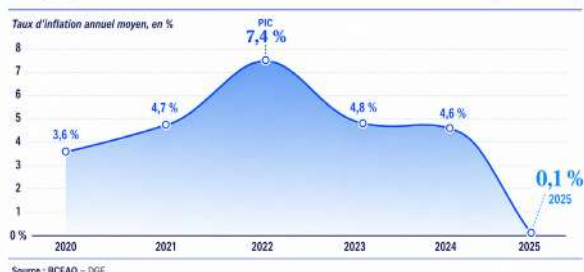
À partir de 2024, la détente progressive des prix internationaux et l'amélioration des conditions d'approvisionnement ont contribué à ralentir l'inflation. Cette tendance s'est accentuée en 2025,



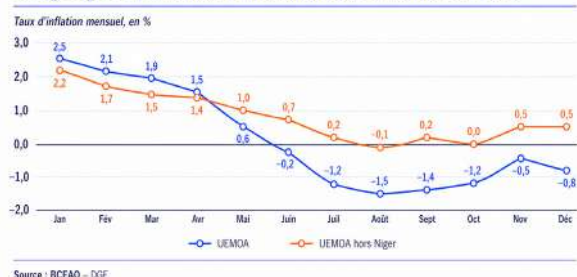
conduisant à un épisode temporaire de déflation.

En moyenne annuelle, l'inflation s'est située autour de 0%, tandis que l'inflation sous-jacente, qui exclut les composantes les plus volatiles, est restée légèrement positive, suggérant que les pressions inflationnistes fondamentales demeurent limitées.

Graphique 1 : Évolution du taux d'inflation dans l'UEMOA (2020-2025)



Graphique 2 : Évolution mensuelle de l'inflation en 2025



UNE CONFIGURATION MACROÉCONOMIQUE INHABITUELLE

L'année 2025 a placé l'UEMOA face à une configuration économique rare : une baisse des prix observée pendant plusieurs mois, dans un contexte où la croissance est restée soutenue, où le crédit a continué de progresser.

En effet, la croissance économique régionale demeure élevée, autour de 6,7%, avec des agrégats monétaires en hausse :

- Masse monétaire : +17,4%
- Crédit à l'économie : +7,1%

Dans le même temps, les prix ont enregistré un repli ; ce qui suggère que la baisse des prix observée en 2025 résulte principalement d'une amélioration des conditions d'offre plutôt que d'un affaiblissement de la demande.

Il s'ensuit que ce phénomène observé dans l'Union en 2025 s'apparente à une déflation conjoncturelle.

LES FACTEURS À L'ORIGINE DE LA BAISSÉ DES PRIX

La déflation observée en 2025 s'explique principalement par des facteurs liés à l'offre.

Graphique 3 : Croissance économique et inflation dans l'UEMOA

Comparaison entre le taux d'inflation et le taux de croissance sur la période 2020-2025.



Une production agricole plus abondante

La production céréalière dans l'Union a progressé d'environ 7,7%, améliorant l'approvisionnement des marchés et contribuant à la baisse des prix alimentaires.

La baisse des prix internationaux

Plusieurs produits importés ont enregistré une diminution significative de leurs cours. Ce sont notamment :

- Riz : -33,3%
- Sucre : -31,9%
- Lait : -17,7%
- Pétrole brut : -16%

L'effet du taux de change

L'appréciation de l'euro — auquel le franc CFA est arrimé — face au dollar a également contribué à diminuer le coût des importations libellées en dollar américain.

QUELLES IMPLICATIONS POUR LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES ?

L'épisode de déflation observé en 2025 dans l'Union apparaît principalement comme une déflation d'offre, résultant de l'amélioration de la production agricole et de la baisse des prix internationaux. Dans un contexte de croissance économique soutenue, l'enjeu pour les autorités économiques n'est pas de soutenir l'activité à court terme mais de prévenir l'installation d'une dynamique de désinflation prolongée susceptible d'affecter les anticipations d'inflation et les décisions d'investissement.

Politique monétaire

La politique monétaire joue un rôle essentiel dans l'ancrage des anticipations d'inflation, le maintien de conditions de financement favorables et la prévention des risques de désinflation prolongée. Dans l'Union, la politique monétaire conduite par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest vise avant tout à préserver la stabilité des prix, avec pour objectif de maintenir l'inflation en dessous de 3%, tout en soutenant le financement de l'économie.

Dans le contexte actuel d'inflation très faible, la priorité consiste à préserver la stabilité des anticipations inflationnistes et à éviter l'installation d'une dynamique déflationniste durable susceptible d'affecter les décisions



d'investissement et l'activité économique. Toutefois, la déflation observée en 2025 étant principalement liée à l'amélioration de l'offre et à la baisse des prix internationaux, une posture monétaire prudente apparaît appropriée et ne justifie pas, à ce stade, un assouplissement monétaire substantiel.

Dans cette perspective, les taux directeurs ont été abaissés de 25 points de base en mars 2026 pour se situer à 3% pour les appels d'offres et 5% pour le guichet de prêt marginal après avoir atteint des pics de 3,50% et 5,50%. Le maintien de conditions de liquidité favorables au sein du système bancaire contribue à soutenir l'accès au financement et à encourager l'investissement.

Au-delà de ces instruments, la Banque centrale dispose de plusieurs leviers d'action. Le premier concerne l'amélioration de la transmission du crédit à l'économie. Une transmission plus efficace du crédit bancaire stimulerait l'investissement, soutiendrait la production et la demande, et contribuerait ainsi au retour progressif de l'inflation vers la cible communautaire. Dans ce contexte, des mécanismes de refinancement ciblés ou des dispositifs incitatifs pourraient favoriser l'orientation du crédit vers les secteurs productifs, notamment les petites et moyennes entreprises.

Le second levier réside dans le suivi attentif de l'inflation sous-jacente, indicateur clé de la dynamique structurelle des prix. Le maintien d'une inflation sous-jacente légèrement positive constitue un signal rassurant. Toutefois, si celle-ci devait devenir négative, une orientation plus accommodante de la politique monétaire pourrait être envisagée.

Politiques publiques

Les États membres poursuivent leurs efforts de convergence vers le critère communautaire de déficit public inférieur à 3% du PIB, la consolidation budgétaire demeurant essentielle pour préserver la stabilité macroéconomique et la crédibilité des politiques économiques.

Dans le contexte actuel de faible inflation, les politiques publiques doivent toutefois également contribuer au renforcement de l'offre productive. Si la baisse des prix peut soutenir la consommation en améliorant le pouvoir d'achat des ménages, elle peut aussi intensifier la concurrence pour les producteurs locaux face aux produits importés.

L'enjeu pour les États membres est donc double : tirer parti de l'amélioration du pouvoir d'achat tout en soutenant la production locale.

Premièrement, le soutien à l'investissement productif apparaît déterminant. Les gouvernements peuvent favoriser la croissance en stimulant l'investissement dans les infrastructures, l'agriculture et l'industrie de transformation, secteurs essentiels pour renforcer la



Le renforcement de la compétitivité des entreprises locales constitue une priorité. capacité productive des économies de l'Union.

Deuxièmement, le renforcement de la compétitivité des entreprises locales constitue une priorité. La baisse des prix des produits importés peut accentuer la pression concurrentielle sur les producteurs domestiques. Dans ce contexte, des politiques visant à améliorer la productivité, l'accès au financement et la transformation locale des matières premières deviennent cruciales.

Troisièmement, le soutien ciblé à la demande intérieure peut contribuer à soutenir l'activité économique sans compromettre les équilibres macroéconomiques. Des mesures favorisant l'emploi, l'investissement privé et l'innovation peuvent ainsi renforcer durablement la dynamique économique.

À moyen terme, la priorité reste le renforcement des moteurs internes de la croissance, à travers la poursuite de la consolidation budgétaire, le développement de l'investissement productif, la transformation locale des matières premières et l'amélioration de l'accès au financement pour le secteur privé. À cet égard, une transmission plus efficace du crédit à l'économie réelle constitue un levier essentiel.

Coordination des politiques économiques

Dans cette configuration inhabituelle, la coordination entre politiques monétaires et budgétaires demeure essentielle afin de soutenir durablement la croissance.

Alors que la banque centrale veille à maintenir un environnement financier stable, les gouvernements doivent renforcer les moteurs structurels de la croissance afin de soutenir une dynamique économique durable.

En définitive, l'épisode de déflation observé en 2025 dans l'Union apparaît principalement comme un phénomène conjoncturel, lié à l'amélioration de l'offre agricole, à la baisse des prix internationaux et à des conditions monétaires favorables.



Ph. DR

Alors que la BCEAO veille à maintenir un environnement financier stable, les gouvernements doivent renforcer les moteurs structurels de la croissance afin de soutenir une dynamique économique durable.

Contrairement aux épisodes de déflation associés à des récessions, cette évolution intervient dans un contexte de croissance économique soutenue et de progression du crédit.

L'enjeu pour les économies de l'Union consiste désormais à prévenir l'installation d'une dynamique déflationniste

durable, tout en consolidant les moteurs internes de la croissance. Cela passe notamment par le renforcement de l'investissement productif, le développement de la transformation locale des matières premières et une meilleure transmission du crédit au secteur privé.

DGE/DPPE-DAFER-DERE

Mots clés

L'inflation correspond à une hausse durable du niveau général des prix des biens et services. La norme au sein de l'UEMOA est une inflation en dessous de 3%.

L'indice des prix à la consommation (IPC) est généralement utilisé pour évaluer l'inflation. Cette mesure est partielle étant donné que l'inflation couvre un champ plus large que celui de la seule consommation des ménages.

La désinflation désigne un ralentissement du rythme de l'inflation : les prix continuent d'augmenter, mais de manière moins rapide qu'au cours de la période précédente. Ce mouvement a été observé dans l'Union entre janvier et mai 2025, ainsi qu'entre 2023 et 2024.

La déflation se définit comme une baisse généralisée et durable des prix, se traduisant par un taux d'inflation négatif. Si elle devient persistante, elle peut entraîner une baisse de la consommation (les ménages attendant des prix encore plus bas) et freiner l'investissement. Elle

devient particulièrement néfaste lorsqu'elle est auto-entretenu par une chute de la demande. Ce phénomène de baisse des prix a touché l'Union de juin à décembre 2025.

L'inflation sous-jacente (core) mesure l'évolution des prix hors produits alimentaires frais et énergie, reflétant la tendance structurelle des prix. C'est l'indicateur déterminant pour distinguer un choc temporaire d'une dépression structurelle de la demande.

La stagflation est une situation économique caractérisée par une croissance faible (stagnation) couplée à une inflation élevée. L'UEMOA a frôlé ce scénario en 2022 avant de rebondir et en 2025, la croissance de l'Union étant restée forte (6,7%).

L'hyperinflation se définit comme une période durant laquelle le taux d'inflation est supérieur à 50% en rythme mensuel. Il s'agit d'un taux extrêmement élevé, qui signifie que le niveau général des prix double en moins de 50 jours (Philip Cagan, 1956).



Redevabilité et participation citoyenne au Trésor Public

Le Ministre Adama COULIBALY engage la réflexion



Ph. DGTCP

En présence de Présidents d'institutions, de Hauts responsables de l'administration publique et d'acteurs du secteur privé, le Ministre de l'Économie, des Finances et du Budget, Monsieur **Adama COULIBALY**, a procédé, le 25 février 2026, au lancement de l'atelier sur le thème :

« Redevabilité et participation citoyenne au Trésor Public : enjeux, état des lieux et perspectives ».

La cérémonie s'est tenue à la Rotonde de la Cité financière, au Plateau, en présence du Directeur Général de l'Économie, Monsieur **SANSAN HIEN**.

Organisée par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique, cette rencontre de deux jours, qui s'est achevée ce 26 février, visait à renforcer la relation de confiance entre le Trésor Public et les citoyens. Selon son Directeur Général, Monsieur **AHOUSI Arthur Augustin Pascal**, l'objectif est de « construire un solide pont de confiance entre le Trésor Public et le citoyen, en traçant des sentiers nouveaux pour une action publique efficace tournée vers la co-gestion ».

Plusieurs thématiques majeures ont été abordées au cours des travaux, notamment, le contexte et les enjeux de l'intégration de la norme ISO 37001 version 2025 au système de management intégré du Trésor Public ; les approches du secteur privé

en matière de redevabilité et de participation citoyenne ; l'élaboration du projet de politique de redevabilité et de participation citoyenne au Trésor Public. Un rapport final a été élaboré à l'issue des échanges.

Dans son allocution d'ouverture, le Ministre **Adama COULIBALY**, également président de la cérémonie, a souligné l'importance particulière de cet atelier. Il a rappelé que la redevabilité s'inscrit dans une logique constitutionnelle, et que le Chef de l'État, SEM **Alassane OUATTARA**, exhorte régulièrement les membres du gouvernement ainsi que l'ensemble des gestionnaires publics à inscrire leurs actions sous le sceau de ce principe, en y associant pleinement la participation citoyenne.

Tout en soulignant que la redevabilité constitue une condition essentielle d'une participation citoyenne responsable, il a indiqué qu'elle représente également un levier majeur dans la lutte contre la fraude et la corruption, dont les effets sont particulièrement néfastes pour les économies. Malgré des résultats jugés encourageants, le Ministre a invité l'ensemble des acteurs à maintenir leurs efforts, estimant que de nombreux défis restent à relever.

DGE/SCD

Journée de diffusion des comptes extérieurs de la Côte d'Ivoire de l'exercice 2024

Le Ministre Adama COULIBALY se félicite des performances enregistrées

Le Ministre de l'Économie, des Finances et du Budget, M. **Adama COULIBALY**, a procédé, le jeudi 12 mars 2026, à l'ouverture de la Journée de diffusion des comptes extérieurs de la Côte d'Ivoire au titre de l'exercice 2024, dans les locaux de l'agence principale de la BCEAO, à Abidjan-Plateau, en présence des représentants des faïtières du secteur privé et des administrations économique et financière.

Dans son mot, le Ministre a salué les bons résultats de l'économie ivoirienne, en dépit des chocs exogènes. En 2024, le taux de croissance du PIB s'est établi à 6%, le taux d'inflation est passé à 3,5% contre 4,4% en 2023, et le déficit budgétaire rapporté au PIB a été réduit à 4% après 5,2% en 2023. Il a, par ailleurs, marqué sa satisfaction quant à la production et à la diffusion dans le respect des protocoles en vigueur des comptes extérieurs 2024.



Monsieur Adama Coulibaly, Ministre de l'Économie, des Finances et du Budget...

La cérémonie s'est poursuivie avec deux présentations, l'une portant sur les résultats définitifs de la balance des paiements et l'autre sur la transformation structurelle des exportations de la Côte d'Ivoire. Il en ressort les conclusions suivantes :

● Concernant les résultats définitifs de la balance des paiements

- une réduction du déficit du compte des transactions courantes (4,5% du PIB, après 8,3% du PIB en 2023), du fait de l'amélioration de l'excédent commercial et du solde des revenus secondaires ;
- une aggravation des déficits des comptes des



Ph. DR

...s'est satisfait des résultats enregistrés au titre de l'année 2024 en matière de production des comptes extérieurs.

services et du revenu primaire.

- une baisse de l'excédent du compte de capital ;
- une hausse des entrées nettes des capitaux étrangers au titre du compte financier.
- une amélioration du solde global (+3,4% du PIB), après des déficits en 2023 (-2,5% du PIB) et en 2022 (-0,7% du PIB).

● Concernant la transformation structurelle des exportations de la Côte d'Ivoire

- L'économie reste marquée par une forte concentration des exportations, une dépendance aux produits primaires et semi-transformés, et une faible intégration dans les chaînes de valeur mondiale sophistiquées ;
- La Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf) constitue un levier stratégique majeur pour la Côte d'Ivoire car elle offre des perspectives concrètes de montée en gamme industrielle ;
- La ZLECAf représente un cadre privilégié de diversification des débouchés commerciaux, permettant de réduire la dépendance vis-à-vis de marchés traditionnels et d'atténuer la vulnérabilité de l'économie aux chocs externes (prix des matières premières, ralentissement des partenaires historiques, protectionnisme, tensions géopolitiques) ;
- La Côte d'Ivoire doit franchir un cap décisif : ne plus exporter uniquement des fèves de cacao, mais du chocolat; ne plus vendre du caoutchouc brut, mais des pneus, etc.

Sources : SERCOM MEFB/DGE SCD



Changement climatique

La Direction Générale de l'Économie renforce les capacités d'experts ivoiriens sur l'outil CLIMADA

La Direction Générale de l'Économie (DGE) a organisé, du 7 au 11 octobre 2025 à l'NSA Hôtel de Grand-Bassam, un atelier de renforcement des capacités de ses agents à l'utilisation de l'outil CLIMADA (plateforme de modélisation des impacts économiques du changement climatique). Cette initiative s'inscrit dans la mise en œuvre de la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD) conclue entre la Côte d'Ivoire et le FMI, avec l'appui du Comité national de suivi de la mise en œuvre du schéma directeur de la réforme des Finances Publiques (CONAFIP).



Mme AKAFFOU Dorcas Isabelle, Directrice Générale Adjointe de l'Économie a ouvert les travaux de l'atelier de renforcement des capacités consacré à l'outil CLIMADA.

L'objectif était d'outiller les agents afin d'intégrer de façon plus rigoureuse les risques climatiques dans la planification macroéconomique et budgétaire, notamment dans la déclaration des risques budgétaires. Les participants ont été formés à la



Ph. DGE

En Côte d'Ivoire, les autorités accordent un intérêt particulier au développement économique qui prend en compte la durabilité.

modélisation des aléas, au traitement des données et à l'estimation des pertes liées aux inondations, sécheresses et à l'érosion côtière.

À l'ouverture, Mme **AKAFFOU Dorcas Isabelle**, Directrice Générale Adjointe de l'Économie, a souligné l'importance stratégique de cet outil pour une économie résiliente. Durant cinq jours, des exercices pratiques ont permis de simuler l'impact des aléas sur les actifs économiques, la production de cacao et les infrastructures côtières. Les travaux ont abouti à plusieurs recommandations, notamment la création d'une application web dédiée à la DGE, le renforcement du dispositif de collecte des données nationales et la poursuite de la formation sur le logiciel Python.

À la clôture, le Directeur des Prévisions et des Politiques Économiques, M. **DIAMBRA Christophe** a rappelé que CLIMADA complètera le modèle T21 et améliorera l'anticipation des risques climatiques, condition essentielle pour préserver la croissance et orienter les investissements d'adaptation en Côte d'Ivoire.

DGE/SCD



Système de Management de la Qualité

La Direction Générale de l'Économie conserve sa certification ISO 9001 version 2015



Le Directeur Général de l'Économie, M. SANSAN Hien, se félicite de la reconduction de la certification ISO 9001 version 2015.

La Direction Générale de l'Économie (DGE) conserve sa certification ISO 9001 version 2015 sans aucune non-conformité, à l'issue de l'audit de suivi n°1 réalisé les 4 et 5 novembre 2025 par le cabinet Bureau Veritas.

Ce résultat confirme la rigueur et la constance de la DGE dans l'application des exigences de la norme ISO 9001 version 2015, un an après le renouvellement de son certificat.

Cette performance est en cohérence avec les résultats des enquêtes de satisfaction menées en 2025 par le Service de la Qualité et de la Normalisation (SQN) auprès des partenaires externes tels que le FMI, la Banque mondiale, l'UEMOA, la BCEAO, le Conseil de l'Entente, la CEDEAO, l'ANStat, les Directions Générales des Financements, des Douanes, des Impôts, du Trésor et de la Comptabilité Publique. Ces enquêtes révèlent un taux de satisfaction de 88%.

Pour rappel, la certification ISO 9001 version 2015 atteste de la capacité d'une organisation à fournir des services conformes aux exigences des usagers et aux réglementations en vigueur, tout en s'inscrivant dans une dynamique permanente d'amélioration continue.

Lors de la cérémonie de clôture de l'audit, tenue à la salle de conférence du 1^{er} étage de l'immeuble Sciam, au Plateau, le Directeur Général de l'Économie, M. **SANSAN HIEN**, a exprimé sa satisfaction et salué l'engagement de l'ensemble de ses collaborateurs. « *Ce résultat témoigne de la maturité de notre Système de Management de la Qualité et du professionnalisme de nos équipes. Je félicite toutes celles et ceux qui contribuent chaque jour à maintenir notre niveau d'excellence* », a-t-il déclaré.

DGE/SCD



Guerre au Moyen-Orient

Quels risques pour l'économie ivoirienne ?



Le détroit d'Ormuz symbolise l'épicentre du conflit qui oppose les USA et Israël à l'Iran.

La résurgence des tensions géopolitiques au Moyen-Orient constitue une source majeure d'incertitudes pour l'économie mondiale. En effet, les attaques américano-israéliennes en Iran et les répliques de celui-ci en touchant les infrastructures pétrolières et gazières dans les pays de la zone, font peser des incertitudes sur l'approvisionnement de pétrole et gaz naturel liquéfié.

Pour la Côte d'Ivoire, cette crise intervient dans un contexte de stabilité macroéconomique, marqué par des fondamentaux solides. La dynamique économique demeure globalement favorable. La croissance se maintient à un niveau soutenu, à plus de 6% ces dernières années. L'inflation a

enregistré un net ralentissement, s'établissant autour de 0% en 2025, traduisant un retour à la stabilité des prix après les tensions observées sur la période 2022-2023.

Toutefois, ce choc externe est susceptible de perturber ces équilibres et de remettre en cause la dynamique économique en cours, à travers plusieurs canaux de transmission.

Le marché pétrolier constitue, en effet, le principal vecteur de propagation de la crise. Après une phase de détente, avec des cours du baril oscillant autour de 60 à 70 dollars US en 2025, les prix sous l'effet de l'escalade du conflit au Moyen-Orient sont au-dessus des 100 dollars US, renchérissant les

factures énergétiques des pays importateurs nets, dont la Côte d'Ivoire. Un tel scénario pourrait produire des effets en cascade. La hausse des prix des carburants se répercuterait sur les coûts de transport, de production et de distribution, alimentant des pressions inflationnistes. Cette dynamique pourrait ainsi remettre en cause les acquis récents en matière de stabilité des prix et peser sur le pouvoir d'achat des ménages.

Les finances publiques seraient également mises à l'épreuve. Le maintien des prix à la pompe des produits pétrolier, à leur niveau d'avant crise, pourrait nécessiter un recours accru aux subventions, générant une pression supplémentaire sur le budget de l'État en réduisant



les marges de manœuvre budgétaires.

Par ailleurs, les tensions géopolitiques pourraient également perturber les chaînes d'approvisionnement internationales. L'augmentation des coûts du fret maritime et les retards logistiques risquent d'affecter des secteurs clés de l'économie ivoirienne, notamment l'agro-industrie, le BTP et l'industrie manufacturière. Aussi, les exportations ivoiriennes pourraient également subir les effets du ralentissement de l'activité économique mondiale. La demande pour certaines matières premières pourrait s'affaiblir, entraînant une volatilité accrue des prix et une possible contraction des exportations.

En outre, l'incertitude globale pourrait se traduire par une montée de l'aversion au risque sur les marchés financiers internationaux. Cela pourrait induire un durcissement des conditions financières, le ralentissement des investissements directs étrangers et un report de certains projets structurants, freinant ainsi la dynamique de croissance.

Toutefois, malgré ces risques, l'économie ivoirienne dispose de facteurs de résilience importants, notamment la diversification progressive de ses sources de croissance, la poursuite des investissements dans les infrastructures et l'appui des partenaires techniques et financiers. Ces atouts devraient

permettre d'amortir, au moins partiellement, les effets d'un choc externe prolongé.

En définitive, la guerre au Moyen-Orient constitue un risque externe significatif pour la trajectoire économique de la Côte d'Ivoire. Bien que les fondamentaux demeurent solides, l'ampleur de l'impact dépendra de l'évolution et de la durée du conflit. Dans ce contexte, le renforcement de la vigilance macroéconomique, l'anticipation des risques et l'adaptation des politiques publiques apparaissent essentiels pour préserver la stabilité macroéconomique et soutenir la croissance.

DGE/DERE



RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE

LA CÔTE D'IVOIRE EN CHIFFRES 2025



SCANNEZ POUR ACCÉDER AU DOCUMENT





- **Pays propices à l'innovation : la Côte d'Ivoire dans le Top 10 africain, devant l'Égypte et le Nigeria**

La Côte d'Ivoire est l'une des économies africaines les plus propices à l'innovation selon l'Innovators Business Environment Index (IBEI) 2026 de StartupBlink, nous rapporte l'Agence *Ecofin*. Dans ce classement mondial consacré aux conditions offertes aux innovateurs pour créer et faire fonctionner une entreprise, la Côte d'Ivoire occupe la 81^e place sur 125, avec un score de 42,917. Elle devance ainsi deux poids lourds souvent plus visibles dans les écosystèmes technologiques : l'Égypte, 94^e avec 38,306 points, et le Nigeria, 95^e avec 38,176 points. Le signal est fort : Abidjan est une place crédible pour l'implantation des entrepreneurs et investisseurs qui regardent l'Afrique.

L'indice de StartupBlink ne mesure pas la notoriété des start-up, ni le volume des levées de fonds, mais la qualité de l'environnement. Il évalue la facilité à démarrer et exploiter une activité dans 125 pays, à partir de plus de 30 paramètres, regroupés autour de trois piliers : la facilité d'exploitation d'une entreprise, les incitations économiques et la perception du marché. Le trio de tête mondial est formé par les États-Unis, Singapour et le Royaume-Uni.

- **En Afrique, 33% des terres menacées par la striure brune du manioc**

La striure brune du manioc (Cassava Brown Streak Disease, CBSD), longtemps confinée aux régions côtières de l'Afrique de l'Est pendant plus de 70 ans, pourrait progresser rapidement vers l'Ouest et étendre son aire de répartition climatique potentielle à environ 33,7 % des terres du continent, ont averti des scientifiques dans une étude publiée le 16 janvier 2026 dans *l'East African Journal of Science, Technology and Innovation*.

La présence de la striure brune du manioc n'a pas été jusqu'ici signalée en Afrique de l'Ouest, mais les modèles de distribution des espèces ont mis en évidence des conditions propices à la propagation de la maladie dans cette sous-région, en particulier en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Nigeria, durant les prochaines décennies nous informe l'agence *Ecofin*.

- **Côte d'Ivoire : Le belge SEA-invest modernise le terminal minéralier d'Abidjan**

En Côte d'Ivoire, le manutentionnaire belge SEA-invest a lancé, le 12 mars dernier, un nouveau plan pour moderniser les installations du terminal minéralier du Port Autonome d'Abidjan dont il est le concessionnaire apprend-t-on sur le site de *La Tribune Afrique*.

D'après les détails relayés par les médias locaux, cette opération verra le groupe injecter 20 milliards FCFA (30,5 millions d'euros) dans l'acquisition de deux nouvelles barges de capacité supérieure à la flotte actuelle et deux trémies équipées de systèmes de captation de poussière pour le déchargement des matières premières destinées à l'industrie cimentière.

Une première vague de matériels, dont des grues d'un coût d'environ 8 milliards FCFA, a déjà été livrée et doit renforcer le chargement et le déchargement des navires vraquiers transportant du gypse, du calcaire ou du clinker

Pour SEA-Invest, présent à Abidjan depuis 2009 via la gestion conjointe d'un terminal fruitier et du terminal minéralier, cet investissement vise à répondre aux besoins logistiques d'un secteur minier en pleine expansion.

DGE/SCD

The banner features the DGE logo on the left, the text 'MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET' in the center, and the large text 'DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE' in green. Below this is the slogan 'Éclairer la décision pour une économie moderne et performante'. On the right is the national emblem of Côte d'Ivoire. At the bottom left are social media icons and the text 'Direction Générale de l'Économie'. At the bottom right is a QR code with the website 'www.dge.gov.ci' below it. The background shows a cityscape and a bridge.

Journée Internationale des droits de la Femme 2026

M. SANSAN HIEN rend hommage aux femmes de la Direction Générale de l'Économie



Le Directeur Général de l'Economie s'engage à promouvoir les femmes de son Institution...

À l'occasion de la Journée internationale des droits de la femme (JIF), célébrée chaque 8 mars, la Direction Générale de l'Économie (DGE) a honoré ses agentes le lundi 9 mars 2026, autour du thème : « **Justice pour toutes : agir pour les femmes et les filles** ».

Dans ce cadre, le Directeur Général, M. **SANSAN HIEN**, a tenu une série de rencontres avec les femmes de l'institution. Il a salué leur engagement, ainsi que leur contribution essentielle au bon fonctionnement et à la performance de la DGE.

Au cours de ces échanges, il a réaffirmé le vœu de la Direction Générale de promouvoir et de défendre les droits des femmes. « **Nous ferons le nécessaire pour que vos droits soient respectés** », a-t-il déclaré.

Par ailleurs, il a salué la qualité du travail accompli

par les femmes de la DGE, tout en assurant que toutes les opportunités de promotion et de valorisation de leurs compétences seront saisies.

Cependant, il n'a pas manqué d'évoquer les défis persistants auxquels les femmes font face dans le contexte africain, notamment les pesanteurs socioculturelles. « *Nos traditions comportent encore des contraintes qui peuvent enfreindre les droits de la femme. Nous devons donc nous organiser pour les faire respecter* », a-t-il souligné.

En retour, les agentes de la DGE ont exprimé leur reconnaissance pour cette marque d'attention. Elles ont également réaffirmé leur détermination à mériter la confiance de Monsieur le Directeur Général.

DGE/SCD



... Il a salué la qualité du travail accompli par ses collaboratrices, tout en assurant que toutes les opportunités de promotion et de valorisation de leurs compétences seront saisies.



Lutte contre le cancer de la prostate

La DGE intensifie la prévention par la sensibilisation et le dépistage



Le Directeur Général donne le top départ du dépistage.

Le 25 novembre 2025, la salle de conférence du 5^{ème} étage de l'immeuble Alliance au Plateau, affichait complet, à l'occasion d'une séance de sensibilisation et de dépistage gratuit du cancer de la prostate. Une initiative du Service des Ressources Humaines et de la Formation, qui s'inscrit dans la politique active de promotion de la santé en milieu professionnel engagée depuis plusieurs années par la Direction Générale de l'Économie.

La DGE maintient son engagement pour la santé au travail

En ouvrant officiellement la campagne de sensibilisation, le Directeur Général de l'Économie, M. **SANSAN HIEN**, a insisté sur l'importance de placer la santé comme une priorité afin de garantir le bien-être physique et mental des agents. « **C'est une opération à encourager et nous sommes disposés à soutenir toutes les actions de santé** », a-t-il déclaré.

Le Directeur Général a également indiqué que la performance d'une administration passe aussi par la création d'un environnement de travail sain où les agents sont accompagnés dans la prévention des maladies. Cette approche intégrée, a-t-il ajouté, contribue à réduire les risques professionnels, à limiter les arrêts maladie et à renforcer la productivité collective.

Le cancer de la prostate : un fléau silencieux mais évitable

L'un des moments forts de la sensibilisation a été la communication faite par Dr **Kadjatou TRAORÉ**, cancérologue au Centre National d'Oncologie Médicale et de Radiothérapie Alassane Ouattara (CNRAO).

Selon la spécialiste, plusieurs facteurs de risque sont bien identifiés : l'âge, surtout après 50 ans

; l'appartenance à la race noire (qui augmente sensiblement les probabilités) ; les antécédents familiaux ; les habitudes alimentaires riches en graisses animales et en produits laitiers ; la consommation excessive d'alcool ; le manque d'activité physique. Elle a précisé que le facteur lié à l'âge est ramené à 40 ans pour les hommes de race noire.

Dr **Kadjatou TRAORÉ** a particulièrement insisté sur la nécessité d'un dépistage régulier, évoquant un « *moyen simple et rapide* » permettant une prise en charge efficace. « *Le dépistage précoce reste aujourd'hui la meilleure arme pour réduire les risques. Détecté tôt, le cancer de la prostate se soigne très bien et permet au patient de conserver une qualité de vie satisfaisante, y compris ses capacités sexuelles* », a-t-elle souligné.

Elle a également rappelé que beaucoup d'hommes consultent tardivement, souvent par gêne, par manque d'information ou par crainte, ce qui réduit leurs chances de guérison. D'où l'importance



Plusieurs agents de plus de 43 ans ont répondu massivement...

d'initiatives comme celle de la DGE, qui permettent d'amener les hommes à se faire dépister dans un cadre rassurant.

Une forte mobilisation pour le dépistage

Après la présentation, les participants ont été invités à prendre part à une séance de dépistage volontaire. Une étape qui a rencontré une forte adhésion, preuve d'une prise de conscience grandissante de l'importance de la prévention dans la lutte contre le cancer.

Au total, plus d'une centaine d'agents, cadres et responsables, soit 75,5% des agents de plus de 43 ans à la DGE, ont répondu présents.



...à la séance de dépistage.

Le personnel a salué l'organisation pratique du dépistage, mené par l'équipe de Dr **KADJATOU TRAORÉ**. Pour beaucoup, c'était l'occasion d'effectuer ce test pour la première fois. « *Je repoussais ce dépistage depuis des années. Le fait que la DGE l'organise ici, gratuitement, m'a finalement convaincu* », a confié un agent.

Une action saluée et appelée à se poursuivre

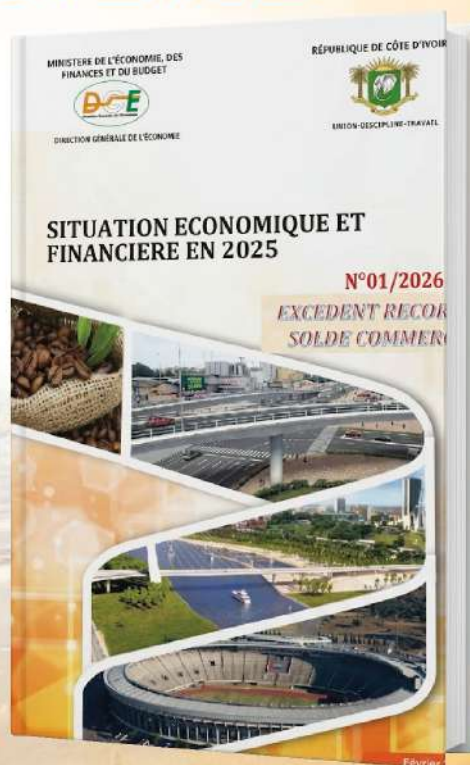
À l'issue de la séance, plusieurs agents ont exprimé le souhait que ce type d'action devienne périodique, estimant qu'elle contribue à réduire significativement les risques pour le personnel masculin.

DGE/SCD



RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE

SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2025





RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE

LA CÔTE D'IVOIRE EN CHIFFRES 2025



SCANNEZ POUR ACCÉDER AU DOCUMENT



L'économie ivoirienne a renoué avec de fortes performances de croissance économique ces quatre dernières années. En effet, le taux de croissance réel du PIB est ressorti à 7,1 % en 2021, 6,4 % en 2022, 6,5 % en 2023 (provisoire) et 6,0 % en 2024 (estimation), dans un contexte économique caractérisé par la récurrence des chocs extérieurs négatifs (crise entre la Russie et l'Ukraine, durcissement des conditions de prêts sur les marchés internationaux de capitaux, tensions géopolitiques, effets de la pandémie de Covid-19).

Ces performances attestent de la résilience de l'économie face aux chocs, qui s'est surtout matérialisée par un taux de croissance réel du PIB de 0,7 % en 2020, en pleine pandémie de Covid-19.

Ces résultats s'inscrivent dans la dynamique de mise en œuvre des plans nationaux de développement (PND 2012-2015, PND 2016-2020, PND 2021-2025), amorcée depuis 2012 avec de vastes chantiers de réformes dans les différents secteurs de l'activité économique, qui bénéficient de l'appui des partenaires techniques et financiers pour rendre l'économie ivoirienne attractive et compétitive.

La présente édition de l'ouvrage « La Côte d'Ivoire en Chiffres » présente les différentes réalisations dans ces secteurs de l'économie. Elle met l'accent sur les indicateurs macroéconomiques, l'agriculture, l'environnement et le développement durable, l'industrie et les BTP, les équipements et services et le développement social.

Elle se structure autour de six (06) parties, comme la précédente édition de 2016, mais avec des indicateurs nouveaux qui éclairent un peu plus les dynamiques sectorielles...



Infrastructures routières

- ✓ 82 000 km de routes nationales
- ✓ 400 km d'autoroutes
- ✓ 25 ponts et échangeurs construits



Puissance économique

- ✓ 1^{re} économie de l'UEMOA
- ✓ 2^{ème} économie Afrique de l'ouest
- ✓ 3^{ème} économie des pays Francophone d'Afrique



Puissance agricole

- ✓ 1^{er} producteur mondial de cacao
- ✓ 1^{er} producteur de noix de cajou
- ✓ 2^{ème} producteur africain d'huile de palme



NOUVELLE PUBLICATION

La Côte d'Ivoire en Chiffres — Édition 2023

L'ouvrage statistique de référence 323 pages

Télécharger

Tableaux des opérations financières

Cadastre macro-économique

Notes conjoncturelles

Indicateurs macroéconomiques

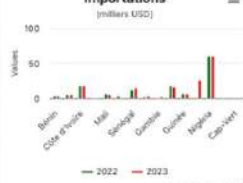
Indicateurs conjoncturels

Indicateurs

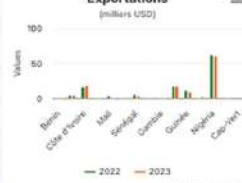
Volume des investissements agréés



Importations



Exportations



Tous les indicateurs >

ACTUALITES



Coopération FMI - Côte d'Ivoire : lancement de la sixième revue du programme économique

Voir Plus →



Côte d'Ivoire : 1 214,2 milliards FCFA mobilisés au premier trimestre 2023

Voir Plus →



Notation souveraine : Moody's confirme la notation de la Côte d'Ivoire à Baz, reflet d'une croissance robuste et d'une gestion...

Voir Plus →

Toutes les actualités >



COMPTES NATIONAUX

COMMUNIQUÉS FMI

ECHOS DU MARCHÉ



Compte Nationaux Trimestriels



Compte Nationaux Annuels

UNE ADMINISTRATION MODERNE À L'ÈRE DU NUMÉRIQUE



www.economie-ivoirienne.ci
www.dge.gouv.ci

SUIVEZ-NOUS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX



Le nom du compte
(**mefdge**)

→ twitter.com/MEFDGE



Le nom du compte
(**web.facebook.com
/MEFDGE**)

← → facebook.com/MEFDGE



YouTube
Le nom du compte
(**Direction Générale
de l'Économie CI**)

[direction.generale.de.l.economie.ci](https://youtube.com/direction.generale.de.l.economie.ci)

Direction Générale de l'Économie (DGE), sise au 6^{ème} étage de l'immeuble SCIAM Plateau.
Tél. : (225) 27 20 20 09 09 / 27 20 20 09 03 / Fax (225) 27 20 22 54 36 - www.dge.gouv.ci



**Éclairer la décision pour une économie
moderne et performante.**

Direction Générale de l'Économie (DGE),
sise au 6^e étage, immeuble SCIAM, Plateau.
Tél. : (225) 27 20 20 09 09 - Fax : (225) 27 20 22 54 36
Email: dgecom@dge.gouv.ci - www.dge.gouv.ci

